



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Cabinet
Service de la coordination des affaires parisiennes
Bureau de la politique de la ville et de la prévention
Affaire suivie par : Stéphane FAURE – Gina ZOZOR
Mél : pref-bpvp-mildeca@paris.gouv.fr

Paris, le 01/03/2021

APPEL À PROJETS MILDECA RÉSERVE RÉGIONALE ÎLE-DE-FRANCE 2021

Contexte :

L'évolution des consommations et des substances psychoactives sur le territoire français fait l'objet d'une surveillance régulière de la part de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT), opérateur de la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA). Le territoire parisien bénéficie ainsi de l'appui du dispositif Tendances récentes et nouvelles drogues (TREND), mis en place par l'OFDT en 1999, qui vise, via le recueil de données de sources différentes (observations ethnographiques, questionnaires qualitatifs), à détecter les phénomènes émergents et les évolutions des pratiques dans le champ des drogues. Ces données sont aujourd'hui essentielles pour les acteurs régionaux et locaux qui mettent en œuvre et adaptent à leur territoire les politiques publiques de prévention.

Les dernières données disponibles en termes de niveaux de consommation des drogues illicites en France proviennent de l'enquête Baromètre santé 2017 (population adulte) comme de l'enquête ESCAPAD de l'OFDT, qui s'intéresse plus aux usages de produits psychoactifs chez les jeunes de 17 ans, un des publics prioritaires de la MILDECA. Ainsi sur ce public jeune, s'agissant de l'Île-de-France, les résultats de 2017 révèlent des baisses d'expérimentation et d'usage plus ou moins marquées selon les produits. La diffusion du tabac est en net recul. Alors que 6 jeunes sur 10 déclarent avoir essayé le tabac à 17 ans, l'usage quotidien diminue de 7 points pour concerner un quart des adolescents interrogés. L'usage d'alcool a également tendance à marquer le pas même si deux tiers des jeunes ont bu au cours du mois écoulé et que plus de quatre sur 10 indiquent avoir consommé au moins 5 verres en une seule occasion au cours de ces mêmes 30 derniers jours. Pour le cannabis, on note aussi une diminution sensible des usages. Ainsi l'expérimentation passe pour la première fois depuis 2000 sous les 40 % (39,1 %). Cependant, plus l'indicateur d'usage

s'intensifie moins la baisse est marquée et l'enquête souligne le maintien de situations problématiques. Concernant les autres drogues illicites, les résultats de l'enquête ESCAPAD font apparaître de moindres niveaux d'expérimentation qu'en 2014 notamment pour la MDMA/ecstasy et la cocaïne.¹

La polyconsommation régulière d'alcool, de tabac ou de cannabis concerne 9,3 % des adolescents de 17 ans. Le cumul des usages réguliers de tabac et de cannabis est le plus répandu (4,4 %), devant celui des usages réguliers de tabac et d'alcool (2,8 %). Le cumul des usages réguliers des trois produits concerne pour sa part 1,9 % des jeunes de 17 ans.

S'agissant des grandes tendances en cours et des phénomènes émergents dans le champ des drogues sur le territoire parisien, l'année 2020, tout comme 2019, est restée marquée par l'augmentation de la visibilité des usagers de drogue, en particulier de crack, et ont donné lieu à l'élaboration de plans d'actions spécifiques multipartites.

L'année 2020 a été marquée les débuts d'une crise sanitaire sans précédent, qui ont bouleversé les pratiques des usagers de drogue mais aussi celles des revendeurs.

Cette même année a également été celle du quatrième anniversaire de l'ouverture sur le territoire parisien de la première salle de consommation à moindre risque (SCMR) pour les usagers de drogues. Une amélioration de la tranquillité et du cadre de vie des habitants du quartier se poursuit et fera à nouveau l'objet en 2021 d'une attention toute particulière.

Cette prise en compte des spécificités territoriales a été essentielle dans la construction de la feuille de route régionale MILDECA, déclinaison du nouveau plan national de mobilisation contre les addictions 2018-2022, visant à élaborer une stratégie de long terme concernant la lutte contre les addictions en répondant aux besoins de ce même territoire et partager des objectifs communs pour lutter efficacement contre les usages de drogues et les conduites addictives.

I. L'appel à projets

Dans un environnement international en pleine mutation, les nouveaux défis émergeant dans le champ de la lutte contre les drogues et les conduites addictives nécessitent une mobilisation des différents acteurs dans les domaines de la prévention, des soins et de la réduction des risques, du respect de la loi ou de la lutte contre le trafic.

La politique publique de lutte contre les drogues et les conduites addictives s'articule autour du continuum prévention – soin – réduction des risques et des dommages, de l'application de la loi et de la lutte contre les trafics. Elle est par nature interministérielle.

¹ Sources : Enquête sur la santé et les consommations lors de l'appel de préparation à la défense (ESCAPAD) mars 2017 disponible sur le site de l'OFDT ainsi que le rapport national de l'OFDT 2020 : <https://www.ofdt.fr/publications/date-de-parution/publications-ofdt-parues-en-2020/>
<https://www.ofdt.fr/enquetes-et-dispositifs/escapad/>
<https://www.ofdt.fr/publications/collections/rapports/rapports-nationaux/rapport-national-ofdt-2020/>

L'année 2021 s'appuiera à nouveau sur le Plan national de mobilisation contre les addictions 2018 - 2022.

Ce plan demeure téléchargeable à l'adresse suivante :

<https://www.drogues.gouv.fr/la-mildeca/le-plan-gouvernemental/mobilisation-2018-2022>

Les Services du Premier ministre (SPM) – Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) ont délégué aux chefs de projets MILDECA départementaux des crédits destinés à financer des actions de proximité s'inscrivant dans les orientations régionales de cette politique publique et de sa feuille de route en tenant compte des spécificités locales. Le présent appel à projets précise les objectifs, les critères d'éligibilité et de sélection des actions ainsi que les modalités de candidature pour les porteurs de projets.

II. Objectifs

Les actions devront s'inscrire dans le cadre général des grandes orientations nationales définies par les SPM – MILDECA pour l'exercice 2021, notamment :

- ✓ une prévention pour tous et tout au long de la vie ;
- ✓ une meilleure réponse pour les citoyens et la société aux conséquences des addictions ;
- ✓ un engagement fort contre les trafics ;
- ✓ la recherche et l'observation au service de l'action.

2.1. Les actions prioritaires au niveau régional

Priorités 2021 :

Les actions s'inscrivant dans le « plan crack » :

- ✓ *actions portant sur la connaissance des consommateurs (profils, pratiques de consommation) ;*
- ✓ *actions portant sur les maraudes ;*
- ✓ *actions portant sur le matériel distribué ;*
- ✓ *actions d'accompagnement vers des espaces de repos et de mise à l'abri.*

Les actions en direction des mineurs et des jeunes de -25 ans :

- ✓ actions de prévention des conduites addictives associant l'ensemble des professionnels de la communauté éducative dans une approche territoriale. Il convient de travailler en partenariat étroit avec les Comités d'éducation à la santé et la citoyenneté (CESC) des établissements scolaires du second degré qui constituent les cadres idoines pour construire ou stabiliser des liens entre acteurs et de coordonner les actions et interventions qu'ils peuvent initier ;

- ✓ actions de développement des compétences psycho-sociales des publics concernés (enfants, parents, personnel éducatif) ;
- ✓ actions portant sur la prévention des addictions sans substance (jeux vidéo, internet, réseaux sociaux, sexe, jeux d'argent, etc.).

Les actions en milieu professionnel :

- ✓ actions d'accompagnement des employeurs dans la mise en œuvre de leurs obligations de prévention en favorisant une culture et une approche de la réduction des risques ;
- ✓ actions de sensibilisation des professionnels au repérage des conduites addictives et à leur accompagnement dans la sphère professionnelle.

Les actions en milieu festif (cf. également infra Annexe 1 – Procédure d'examen des demandes relevant du dispositif Fêtez Clairs)

- ✓ promotion d'une démarche de prévention et de réduction des risques auprès des publics fréquentant les espaces festifs ;
- ✓ développement des actions de prévention des conduites addictives et de prévention des risques en direction du public étudiant.

2.2. Les approches à privilégier

Les crédits du Programme 129 : Coordination du travail gouvernemental – Action 15 : Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) sont par nature des crédits d'impulsion et de coordination. Ils ont dans ce sens vocation à soutenir des **projets à caractère innovant et expérimental**.

Tous les projets doivent s'inscrire dans une démarche globale, caractérisée par l'existence d'un travail en amont et en aval de l'action financée et permettant de développer sur le long terme des partenariats locaux avec notamment les CESC, les Bureaux d'information jeunesse (BIJ), les Points d'information jeunesse (PIJ), les Consultations jeunes consommateurs (CJC), les Points d'accueil écoute jeunes (PAEJ), les Maisons des adolescents (MDA), etc...

La réalisation d'un diagnostic préalable aux actions, établissant leur nécessité et précisant leurs objectifs (problématique rencontrée, public visé, réponses qui paraissent nécessaires, évaluation...) est indispensable, tout comme la production d'indicateurs d'évaluation (quantitatifs et qualitatifs) pour mesurer l'efficacité et l'efficience des projets.

Les dispositifs d' « aller-vers » et les actions hors les murs des structures porteuses seront privilégiés. Pourront ainsi être soutenues des actions de maraudes lors de soirées étudiantes ou d'événements festifs, en lien notamment avec le service civique, ou des actions à destination des publics précaires isolés, ne fréquentant pas les structures institutionnelles, associatives et de soins.

Les moyens mis en œuvre doivent être adaptés au public et aux milieux d'intervention ciblés. À titre d'exemple, l'utilisation de la sphère numérique est particulièrement recommandée dans le développement de projets.

Une articulation avec les crédits du Fonds addictions pilotés par l'ARS sera à rechercher afin de renforcer les capacités d'action contre les addictions.

Enfin, à l'instar du précédent exercice, la recherche de synergies avec les projets soutenus au titre du Fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD)² sera poursuivie avec la possibilité de financements croisés. Ces financements seront disponibles pour des actions de prévention secondaire et tertiaire, ciblant en particulier les jeunes présentant des caractéristiques laissant présumer d'un basculement dans la délinquance ou ayant déjà eu affaire à la justice et exposés au risque de récidive.

III. Publics et territoires prioritaires

3.1. Publics

Seront plus particulièrement soutenues les actions ciblant les enfants et adolescents dans la mesure où ils sont particulièrement vulnérables aux effets des substances psychoactives et très exposés à de multiples incitations à consommer via la publicité et l'excessive accessibilité des produits.

Les populations étudiantes et les jeunes actifs fréquentant régulièrement les espaces festifs devront être visés prioritairement par les actions développées par les porteurs de projets. Les parents doivent également être ciblés par des actions visant à renforcer leur rôle éducatif en matière de prévention des conduites addictives.

Seront également privilégiées les actions touchant les populations les plus exposées, pour des raisons sanitaires ou sociales, aux risques et dommages associés aux consommations de substances psychoactives.

Seront également soutenues de manière privilégiée les actions de médiation et d'animation de proximité en direction des habitants concernés par les zones de conflictualité induite par la présence d'usagers de drogue.

Les populations les plus exposées aux risques et dommages associés aux consommations de substances psychoactives concernent, outre la jeunesse, les populations en errance, notamment celles accueillies à la salle de consommation à moindre risque (SCMR) et les femmes usagères de drogue

3.2. Territoires

La MILDECA ne dispose pas d'une géographie prioritaire propre. Pour autant, la dynamique de territorialisation des crédits en direction des quartiers relevant de la géographie prioritaire

² Programme 216 : Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur – Action 10 : Fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD)

de la politique de la ville, des zones de sécurité prioritaires, des réseaux d'éducation prioritaires (REP) est encouragée, ou encore les quartiers de reconquête républicaine.

Les projets doivent être régionaux ou porter sur 2 départements d'Ile-de-France a minima.

IV. Destinataires

Les projets doivent être autant que possible portés par des associations.

V. Critères de sélection

5.1. Éligibilité

Pour être éligibles, les projets devront :

- ✓ faire apparaître des co-financements ou de l'autofinancement à hauteur de 20 % minimum, aucun projet ne pouvant être financé à plus de 80 % par la MILDECA ;
- ✓ présenter un caractère innovant, modélisable, et transférable ;

5.2. Exclusion

Sont exclus du présent appel à projets :

- ✓ les projets relevant des missions habituelles ou des budgets de fonctionnement des structures ;
- ✓ les consultations médicales afin d'examiner les personnes en état d'ivresse publique et manifeste (IPM) ;
- ✓ les alternatives aux poursuites et peines prévues par la loi et déjà généralisées sur le territoire (injonctions thérapeutiques, etc.) ;
- ✓ les projets d'acquisition de matériel destiné aux services de lutte contre le trafic, qui relèvent du fonds de concours de la MILDECA ;
- ✓ les dispositifs de prise en charge qui relèvent de l'assurance maladie ;
- ✓ les actions relevant ou incluant des formations individuelles ;
- ✓ les projets ne présentant pas de lien clairement établi avec la prévention des addictions.

VI. Modalités pratiques

Le dossier de candidature devra être déposé sur le site " [démarches-simplifiées.fr](https://demarches-simplifiees.fr) ".

Il vous sera possible d'y revenir à plusieurs reprises pour le compléter et ce jusqu'à la date limite de réception des candidatures.

VII. Communication

En cas de financement de votre action par la MILDECA de Paris, vous devrez mentionner dans vos communications (articles de presse, discours...) la participation de l'État à votre

projet. Les services du Cabinet de la Préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris – Service régional de la communication interministérielle (SRCI) sont à votre disposition pour vous communiquer le logo « bloc Marianne » de l'État.

La préfète, directrice de cabinet
cheffe de projet MILDECA de Paris, coordonnatrice régionale,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'M' and 'C' intertwined.

Magali CHARBONNEAU